

70 ans de relations
franco-allemandes

Décembre 2024



DÉCEMBRE
2024



70e anniversaire du Cerfa

Genèse, histoire et visions pour les relations franco-allemandes

Comité d'études
des relations
franco-
allemandes
(Cerfa)

Paul MAURICE
Hans STARK

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une fondation reconnue d'utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n'est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les activités de recherche et de publication du *Comité d'études des relations franco-allemandes* – [Cerfa](#) – bénéficient du soutien du Centre d'analyse de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat de l'Auswärtiges Amt.



Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.

ISBN : 979-10-373-0964-8

© Tous droits réservés, Ifri, 2024

Couverture : © Ifri

Comment citer cette publication :

Paul Maurice et Hans Stark, « 70^e anniversaire du Cerfa. Genèse, histoire et visions pour les relations franco-allemandes », *Notes du Cerfa*, n° 180, Ifri, décembre 2024.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des *Visions franco-allemandes*, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site de l'Ifri, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Le Cerfa

Le [Comité d'études des relations franco-allemandes \(Cerfa\)](#) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Il bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'*Auswärtiges Amt*. Le Cerfa a pour mission d'analyser l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Paul Maurice est secrétaire général du Cerfa et, avec Marie Krpata et Jeanette Süß, chercheuses, ainsi que Hans Stark, conseiller pour les relations franco-allemandes, il est responsable des publications du Cerfa. Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

Auteurs

Paul Maurice est secrétaire général du Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) à l'Institut français des relations internationales (Ifri) depuis 2024. Il a été chef de la Mission de l'Allemagne, de l'Europe alpine et adriatique à la Direction de l'Union européenne du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Il était auparavant chercheur au Cerfa, où il a travaillé en particulier sur les questions de politique intérieure allemande et les relations franco-allemandes dans le cadre de la construction européenne. Il a étudié l'histoire contemporaine et les relations internationales à l'Université Paris-Sorbonne et à la Freie Universität de Berlin. Ses travaux de doctorat d'histoire contemporaine à Sorbonne Université, en cotutelle avec l'Universität des Saarlandes et dans le cadre de l'UMR Sirice (Sorbonne, Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe) portent sur l'Allemagne de l'Est. Il enseigne également à Sciences Po dans le cadre du Master de l'École d'Affaires Publiques. Il est membre du comité de rédaction de la revue *Allemagne d'aujourd'hui*.

Hans Stark est professeur de civilisation allemande contemporaine à Sorbonne Université. Il a été secrétaire général du Cerfa à l'Ifri de mars 1991 à mars 2020. Depuis mars 2020, il est conseiller pour les relations franco-allemandes à l'Ifri, où il consacre l'essentiel de ses travaux à la politique étrangère et à la politique européenne de l'Allemagne. Diplômé de Sciences Po Paris, il a réalisé une thèse de doctorat en sciences politiques consacrée à la politique européenne de l'Allemagne et soutenue en 2001 à la Sorbonne (Université Paris 1). En 2011, il a obtenu l'habilitation à diriger des recherches de l'Université Lille 3 en études germaniques. Maître de conférences à l'Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle (entre 2005 et 2012), il a été nommé en 2012 professeur à Sorbonne Université. Il est rédacteur en chef adjoint de la revue *Allemagne d'aujourd'hui*.

Résumé

Intégré au sein de l'Institut français des relations internationales (Ifri), le Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) a un statut particulier et une histoire qui ne l'est pas moins. Le Cerfa a été créé en 1954 par un accord intergouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne (RFA) et la France, afin de mieux faire connaître l'Allemagne en France et analyser les relations franco-allemandes y compris dans leurs dimensions européennes et internationales. Depuis 70 ans, dans ses conférences et séminaires, qui réunissent experts, responsables politiques, hauts décideurs et représentants de la société civile des deux pays, le Cerfa développe le débat franco-allemand et suscite les propositions politiques en publiant régulièrement des études.

Le Cerfa a permis d'analyser et d'accompagner le processus de réconciliation franco-allemand, formalisé par le traité de l'Élysée en 1963, la construction européenne lancée en 1950 et qui s'est accélérée avec les traités de Rome en 1957, l'approfondissement de la Communauté économique européenne (CEE) et sa transformation en Union européenne (UE), tout comme la chute du mur de Berlin et la réunification de l'Allemagne et de l'Europe. La page ouverte après 1990-1991 a été l'occasion de nouveaux défis pour les relations franco-allemandes et pour l'Europe : les guerres dans les Balkans, l'élargissement de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et de l'UE, avant son approfondissement.

Enfin, plus récemment, les enjeux de la relation franco-allemande se mêlent à la question des conflits dans le voisinage proche de l'UE, à l'évolution de la relation transatlantique et aux relations avec la Russie, ou encore à la montée en puissance de la Chine. Alors que s'ouvre une période plus difficile pour la France et l'Allemagne en Europe, le Cerfa est aujourd'hui encore un outil indispensable pour la relation franco-allemande.

Abstract

Part of the Institut français des relations internationales (Ifri), the Study Committee on Franco-German Relations (Comité d'études des relations franco-allemandes – Cerfa) has a special status and a history that is no less special. The Cerfa was created in 1954 by an intergovernmental agreement between the Federal Republic of Germany and France, in order to raise awareness of Germany in France and analyze Franco-German relations, including in their European and international dimensions. For 70 years, through its conferences and seminars, which bring together experts, politicians, senior decision-makers and representatives of civil society from both countries, the Cerfa has developed the Franco-German debate and stimulated political proposals by regularly publishing studies.

The Cerfa has analyzed and accompanied the process of Franco-German reconciliation, formalized by the 1963 Treaty of the Elysée, the European integration launched in 1950, which accelerated with the 1957 Treaties of Rome, the deepening of the European Economic Community (EEC) and its transformation into the European Union (EU), as well as the fall of the Berlin Wall and the reunification of Germany and Europe. The period after 1990-1991 brought new challenges for Franco-German relations and for Europe: the wars in the Balkans, the enlargement of the North Atlantic Treaty Organization (NATO) and the EU, and the deepening of the latter.

More recently, the stakes in Franco-German relations have become intertwined with the question of conflicts in the EU's immediate vicinity, the evolution of transatlantic relations, relations with Russia and the rise of China. At a time when Europe is entering a more difficult period for France and Germany, the Cerfa remains an indispensable instrument for Franco-German relations.

Dans le domaine des sciences humaines et des relations internationales, le Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) est l'une des structures bilatérales les plus anciennes – sinon peut-être même la plus ancienne – dans les relations franco-allemandes. Si le Cerfa, tel qu'il existe de nos jours, fête aujourd'hui ses soixante-dix ans d'existence, il faut rappeler qu'il a été *initialement* créé en 1926 par l'industriel luxembourgeois Émile Mayrisch, le président du directoire de l'Arbed (Aciéries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange). Favorable au rapprochement franco-allemand, notamment dans le domaine de l'industrie lourde – et à ce titre il anticipe le plan Schuman de 1950 – Émile Mayrisch a ouvert la même année deux bureaux : l'un à Berlin, appelé « *Deutsch-Französisches Studienkomitee* » (Comité d'études franco-allemand) sous la direction du Français Pierre Viénot, vétéran de la Première Guerre mondiale, et l'autre à Paris, appelée « Comité franco-allemand de documentation et d'information ». Ce dernier fut dirigé entre 1926 et 1931 par Gustav Krukenberg, un officier d'artillerie et, comme Viénot, un vétéran de la Première Guerre mondiale. Docteur en droit et parfaitement francophone, Krukenberg se rapprocha toutefois du régime national-socialiste dès 1934. L'objectif prioritaire d'Émile Mayrisch était pourtant de lutter contre la propagande hostile et la désinformation émanant de la France et de l'Allemagne à l'encontre « de l'autre ». Sa mort accidentelle en 1928, la démission de son poste de Pierre Viénot en 1929¹, mais surtout l'arrivée du nazisme en Allemagne en 1933 ont paralysé l'action du *Studienkomitee*, même s'il ne fut dissous officiellement qu'en 1938².

Le *Deutsch-Französische Studienkomitee* renaîtra de ses cendres en 1954 à l'initiative de l'ambassade d'Allemagne en France et du directeur du Centre d'études de politique étrangère (CEPE)³, Jacques Vernant, ancien résistant de la Seconde Guerre mondiale. Secrétaire général du CEPE de

1. Député à partir de 1932, Pierre Viénot devint sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères du gouvernement de Léon Blum en 1936. Son chef de cabinet à l'époque était Pierre Bertaux, le fondateur de l'Institut d'Allemand d'Asnières (Université Sorbonne Nouvelle). Résistant, Pierre Viénot décède à Londres en 1944, âgé de 47 ans. Krukenberg, quant à lui, a fait « carrière » dans la *Waffen-SS*. Il vécut jusqu'en 1980.

2. Voir G. Müller, *Europäische Gesellschaftsbeziehungen nach dem ersten Weltkrieg. Das deutsch-französische Studienkomitee und der Europäische Kulturbund*, München, R. Oldenbourg Verlag, 2005.

3. Créé en 1944, âgé de 47 ans. Krukenberg, quant à lui, a fait « carrière » dans la *Waffen-SS*. Il vécut jusqu'en 1980.

3. Créé en 1935 par des universités françaises et la Fondation Carnegie pour la paix internationale, le CEPE fut le premier institut de recherche français indépendant, consacré aux relations internationales et à la politique étrangère. Il s'inspira notamment du fonctionnement du *Royal Institute for International Affairs* de Londres, créé après la Première Guerre mondiale pour permettre un échange entre spécialistes de politique étrangère et briser les tabous de la « diplomatie secrète ».

1946 à 1979, puis administrateur de l'Ifri (l'Ifri a succédé au CEPE en 1979)⁴, Jacques Vernant a su tirer profit des accords franco-allemands de La-Celle-Saint-Cloud de 1954, qui ont non seulement permis de régler les derniers contentieux entre les deux pays, mais surtout de jeter les fondations d'une coopération bilatérale au niveau à la fois politique, économique, commercial, scientifique et culturel⁵. Le « couple » franco-allemand naîtra de ces accords, orchestrés par le président du Conseil Pierre Mendès France et le chancelier Konrad Adenauer. Jacques Vernant, qui avait dès 1953 songé à la (re)création d'un « Comité franco-allemand » va alors bénéficier d'un contexte triplement favorable à son idée : en octobre 1954, en plus du démarrage de la coopération bilatérale entre Bonn et Paris, la République fédérale d'Allemagne (RFA) redevient souveraine et obtient le feu vert à son réarmement au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) avec les accords de Paris du 23 octobre. Une nouvelle donne qui justifie amplement la création d'un centre consacré à l'analyse des relations franco-allemandes et à la politique étrangère, de sécurité et de défense des deux pays. Aussi, dès le mois de janvier 1955, Vernant parvient-il à imposer la création (ou la renaissance) du Cerfa, mais avec une structure bien différente de l'ancien *Studienkomitee*. Le Cerfa est intégré au sein du CEPE, tout en s'appuyant sur le soutien de la *Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik* (DGAP). Et il est financé paritairement par les deux ministères français et allemand des Affaires étrangères – une structure qui prévaut encore aujourd'hui. Piloté par un conseil d'administration dont faisaient partie des intellectuels français et allemands de très haut niveau comme Raymond Aron, Alfred Grosser ou bien Marion Gräfin Dönhoff, il est animé par un secrétaire général. Dans un premier temps il s'agissait d'un diplomate allemand, Günther Schütze, à l'époque âgé de 28 ans. Mais en réalité ce dernier a mené les travaux du Cerfa ensemble avec son frère jumeau, le politologue Walter Schütze, qui prendra la relève de son frère Günther en 1960 et dirigera le Comité jusqu'à son départ à la retraite en 1991. Les deux frères avaient d'ailleurs fait une partie de leurs études à la Sorbonne et parlaient parfaitement le français.

Les axes de recherche du Cerfa pendant cette longue période étaient dominés par le contexte de la guerre froide, de la division de l'Allemagne et du conflit Est-Ouest. Les travaux portaient donc essentiellement sur la place et le rôle de la France et de l'Allemagne dans les relations Est-Ouest et dans les négociations de contrôle des armements. À cet égard, il faut aussi souligner l'importance des travaux de Jean Klein, Français d'origine lorraine et parfaitement germanophone, chercheur au CEPE sur les

4. Voir l'éditorial de Thierry de Montbrial, consacré à l'œuvre de Jacques Vernant, dans *Politique étrangère*, n° 1, 1985, p. 5-6.

5. G.-H. Soutou, « L'émergence du couple franco-allemand : un mariage de raison », *Politique étrangère*, n° 4, 2012, p. 727-738. Rappelons que l'auteur de cet article, historien et éminent spécialiste des relations franco-allemandes, est membre depuis de très longues années du conseil de direction du Cerfa.

questions de défense et de contrôle des armements, ayant étroitement travaillé avec Walter Schütze durant de longues années. Les nombreuses publications de ce dernier, quoique moins connues en France que celles d'Alfred Grosser⁶, ont notamment permis aux Allemands de mieux comprendre certaines décisions de la France, telle que la sortie du système militaire intégré de l'OTAN en 1966, la politique à l'Est de Charles de Gaulle ou la politique de dissuasion nucléaire et de contrôle des armements menées sous les différents gouvernements la V^e République. En raison de son intégration dans un institut français de recherche sur la politique étrangère, les travaux du Cerfa ont dès 1954 tout naturellement porté sur les grands enjeux de la sécurité internationale et notamment européenne.

Cette orientation a été maintenue, sinon accentuée lors de la création en 1979 par Thierry de Montbrial (et avec le soutien du Premier ministre français de l'époque, Raymond Barre), de l'Institut français des relations internationales (Ifri) qui a pris la succession du CEPE, dissous la même année. Les activités de ce dernier ont alors été transférées à l'Ifri, en particulier la revue *Politique étrangère* (fondée en 1936) ainsi que le Cerfa, dont les travaux de recherche se sont alors poursuivis au sein de la nouvelle structure. Toutefois, dans les années 1980, de fortes tensions apparaissaient au sein de l'équipe de l'Ifri entre Walter Schütze d'un côté et le tout jeune responsable des études de sécurité de l'autre, Pierre Lellouche. Proche du Parti social-démocrate (SPD) allemand, Walter Schütze est resté fidèle à l'esprit de la détente et a défendu la politique de dialogue avec Moscou. Alors que Pierre Lellouche était extrêmement critique à l'égard du Kremlin (y compris après l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev), à la différence des positions qu'il défend aujourd'hui (y compris dans le contexte de l'agression russe contre l'Ukraine⁷). Aussi, une fois intégré à l'Ifri, Walter Schütze a-t-il surtout orienté ses travaux sur la politique étrangère et de sécurité de la France, dans des publications essentiellement d'outre-Rhin qui s'adressaient à un public germanophone, comme notamment la revue allemande *Europa-Archiv* de la DGAP et dans des lieux de débats et de rencontres en RFA comme le Haus Rissen, le Bergedorfer Gesprächskreis (aujourd'hui Fondation Körber) ou la Wehrkundetagung de Munich, devenue par la suite la très prestigieuse Conférence de sécurité de Munich.

La nomination de Hans Stark (qui a fait ses études à Sciences Po Paris et commencé à préparer une thèse de doctorat, dirigée par Jean Klein, à l'Université Paris 1) à la direction du Cerfa, par Thierry de Montbrial, à la suite du départ à la retraite de Walter Schütze, est intervenue en 1991. Elle est allée de pair avec une réorientation des travaux du Comité. Cette réorientation, qui s'inscrivait aussi dans le contexte du départ de

6. Alfred Grosser fut membre du comité de direction du Cerfa dès 1954.

7. Sabine Jansen analyse ces tensions dans son ouvrage consacré au CEPE et aux premières années de l'Ifri. Voir S. Jansen, *Les Boîtes à idées de Marianne. État, expertise et relations internationales en France*, Paris, Éditions du Cerf, 2017.

Pierre Lellouche et l'arrivée à l'Ifri de jeunes chercheurs comme Jérôme Paolini, Frédéric Bozo, Christophe Carle puis Dominique David, s'explique surtout par le fait qu'en RFA, la DGAP, qui assure la co-présidence du comité de direction du Cerfa, avait développé à partir du milieu des années 1980 un *Frankreichprogramm* sous les auspices d'Ingo Kolboom qui s'est fortement développée à partir de 1987⁸. Ses activités, en plus de celles de l'Institut franco-allemand (DFI) de Ludwigsburg sous la direction de Robert Picht, ont permis de diffuser en Allemagne des travaux très pertinents sur les enjeux politiques, économiques et sociaux de la France, rendant des travaux de recherche du Cerfa dans ce domaine moins indispensables qu'auparavant. Également à la fin des années 1980 va naître un nouvel institut français, consacré aux relations économiques franco-allemandes, le Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine (CIRAC), dirigé par René Lasserre. Aussi le Cerfa, le *Frankreichprogramm* de la DGAP, le DFI et le CIRAC ont-ils lancé des travaux en commun qui ont abouti à des publications comparatistes franco-allemandes transdisciplinaires, occupant une place centrale dans les activités du Cerfa au tout début des années 1990⁹.

Le deuxième axe de recherches du Cerfa s'est davantage focalisé sur la politique étrangère de l'Allemagne, une réorientation également due au contexte politique de ce début des années 1990. L'unification allemande, le 3 octobre 1990, avait suscité une crainte diffuse, mais assez largement partagée – crainte qui ne s'est jamais réellement estompée par la suite – de voir l'Allemagne céder à la tentation de s'affirmer en tant que « puissance » sur le plan international. Beaucoup d'observateurs à l'époque s'attendaient à ce que l'Allemagne commence à défendre ses intérêts nationaux sans tenir compte de ceux de ses partenaires et à remettre en question les principes fondamentaux en matière de politique étrangère de l'ancienne Allemagne de l'Ouest. Si cette appréhension n'était pas partagée par le conseil de direction du Cerfa, ni par la direction de l'Ifri, il semblait évident, compte tenu de ces suspicions très largement relayées par les médias français, que le Cerfa devait concentrer ses recherches sur l'évolution politique de l'Allemagne unie.

Il a par conséquent été investi de la double mission de contribuer à une meilleure connaissance de l'Allemagne en France – dans les limites des possibilités qui sont les siennes – et parallèlement de participer aux structures et institutions françaises (notamment universitaires) qui poursuivent le même but. Il avait également pour mission d'analyser l'état et

8. Dès 1987, Ingo Kolboom a été nommé membre du conseil de direction du Cerfa, fonction qu'il occupe encore aujourd'hui.

9. Dirigé par Thierry de Montbrial, Karl Kaiser, Robert Picht et René Lasserre, l'ouvrage *Agir pour l'Europe. Les relations franco-allemandes dans l'après-guerre froide*, paru en 1995 chez Masson, fut l'aboutissement de ces travaux. Par ailleurs, Karl Kaiser (ancien directeur de la DGAP), Robert Picht et René Lasserre ont été de longues années durant membres du Conseil de direction du Cerfa.

les perspectives de la relation franco-allemande dans le cadre de son ancrage dans une Union européenne (UE) en constante évolution depuis le traité de Maastricht¹⁰. Le Cerfa s'est efforcé de répondre à cette demande en publiant des articles de fond à caractère scientifique et des ouvrages, ainsi qu'en organisant chaque année des séminaires, colloques, conférences et débats entre experts universitaires, hauts fonctionnaires et responsables politiques français et allemands. Cette activité a amené le Cerfa non seulement à développer une expertise propre – la politique étrangère de l'Allemagne¹¹ – mais aussi à travailler en réseau avec des partenaires allemands, comme la *Stiftung Wissenschaft und Politik* (SWP) de Berlin, les fondations politiques allemandes (Fondation Konrad Adenauer et Fondation Friedrich Ebert) et la Fondation Genshagen. Avec cette dernière, notamment depuis la nomination à sa tête de Martin Koopmann, membre du conseil de direction du Cerfa, la coopération scientifique est d'ailleurs particulièrement étroite et fructueuse¹².

Force est aussi de souligner qu'au fil des ans l'équipe du Cerfa s'est agrandie, ce qui a permis à ce dernier de se concentrer sur de nouveaux axes de recherche et de renforcer sa présence dans les médias. En 2002, c'est Claire Demesmay, diplômée en philosophie politique et doctorante dans cette même discipline, qui rejoint le Cerfa. Son arrivée coïncide avec une refonte en profondeur du site internet de l'Ifri, ce qui permet alors le lancement de publications électroniques. Le Cerfa va s'y lancer en créant deux collections électroniques distinctes, la *Note du Cerfa* d'un côté et les *Visions franco-allemandes* de l'autre. Publiée depuis mars 2003 à un rythme presque mensuel, la *Note du Cerfa* est consacrée à l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine (politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société). La collection publie des textes concis, à caractère scientifique et de nature « *policy oriented* ». Lancée en 2004, la collection des *Visions franco-allemandes* a pour objectif d'analyser de façon comparative les perceptions qu'ont les Français et les Allemands des évolutions de leurs sociétés respectives et les grands défis contemporains auxquels sont confrontées les relations franco-allemandes. Les *Visions franco-allemandes* et la *Note du Cerfa* sont accessibles sur le site Internet de l'Ifri, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement. Ayant une vingtaine d'années aujourd'hui les deux collections recèlent un véritable trésor de textes pour toutes celles et tous ceux qui s'intéressent à l'évolution des relations franco-allemandes et de l'Allemagne depuis le début de ce siècle.

10. À titre d'exemple : H. Stark, *Kohl, l'Allemagne et l'Europe. La politique d'intégration européenne de la République fédérale*, Paris, L'Harmattan, 2004.

11. Voir H. Stark, *La Politique internationale de l'Allemagne. Une puissance malgré elle*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2011.

12. En témoigne la publication de l'ouvrage dirigé par dir. M. Koopmann, J. Schild et H. Stark, *Les Relations franco-allemandes dans une Europe unifiée. Réalisations et défis*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2012.

La présence de Claire Demesmay au Cerfa ayant véritablement permis de « booster » les travaux de ce dernier, soulignons aussi la réalisation de deux ouvrages collectifs aussi riches que denses sur l'évolution intérieure de l'Allemagne, parus chez les Presses universitaires du Septentrion, à l'époque dirigé par le professeur Jérôme Vaillant, germaniste et rédacteur en chef de la revue *Allemagne d'aujourd'hui*, avec lequel va alors se développer une coopération très étroite qui se poursuit encore aujourd'hui¹³.

Claire Demesmay quittera l'Ifri et le Cerfa en 2009. Elle succède alors à Martin Koopmann à la tête du *Frankreichprogramm* de la DGAP, jadis créé par Ingo Kolboom et Karl Kaiser. À ce titre elle restera proche du Cerfa et poursuit sa coopération avec son équipe¹⁴. Elle sera remplacée par Louis-Marie Clouet, chercheur au Cerfa jusqu'en 2011. Louis-Marie Clouet va notamment publier une grosse étude menée avec Andreas Marchetti, chercheur allemand au *Zentrum für Europäische Integrationsforschung* (ZEI) de Bonn dans le cadre d'un projet de l'Agence nationale de la recherche (ANR) – initié par Claire Demesmay avant son départ¹⁵ –, s'appuyant sur l'expertise et les travaux scientifiques de 23 chercheurs allemands et français. Fin 2011, suite au départ de Louis-Marie Clouet, le Cerfa va accueillir Yann-Sven Rittelmeyer, spécialiste des questions de l'UE et auteur d'une thèse sur le Parlement européen. Yann-Sven Rittelmeyer va surtout intensifier les publications du Cerfa sur les questions de l'intégration européenne, une orientation nécessaire due au contexte de la mise en œuvre du traité de Lisbonne et de la crise de la zone euro qui commence en 2009. La gouvernance de la zone euro et les divergences franco-allemandes sur les questions budgétaires et monétaires de l'UE, sur la crise grecque et sur le traitement des enjeux liés à l'endettement public seront ainsi au cœur des travaux du Cerfa entre 2011 et 2014, notamment dans le cadre de la collection électronique *Visions franco-allemandes* qui y consacra de très nombreuses publications.

L'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 constitue une nouvelle césure pour les travaux du Cerfa, car elle remet pour la première fois depuis la fin de la guerre froide le focus sur les questions de sécurité et de défense. Au Cerfa, elle coïncide avec le départ de Yann-Sven Rittelmeyer qui poursuivra sa carrière de chercheur à Bruxelles et l'arrivée au Cerfa, en 2015, de Barbara Kunz. Diplômée de Sciences Po Paris et titulaire d'un doctorat de sciences politiques de l'université de Stockholm, maîtrisant parfaitement le français et le suédois, Barbara Kunz va accentuer les

13. C. Demesmay, H. Stark (dir.), *Qui dirige l'Allemagne ?*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2005 et C. Demesmay, H. Stark (dir.), *Qui sont les Allemands ?*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2006.

14. En témoigne la publication de *Frankreich und Deutschland – Bilder, Stereotype, Spiegelungen. Wahrnehmungen des Nachbarn in Zeiten der Krise* (dir. Claire Demesmay, Christine Pütz et Hans Stark), Baden-Baden, Nomos, 2016.

15. L.-M. Clouet, A. Marchetti (dir.), *L'Europe et le monde en 2020. Essai de prospective franco-allemande*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2012.

travaux du Cerfa sur les questions militaires – et notamment l'état de la Bundeswehr – thématique à laquelle elle consacre de nombreux articles et ouvrages, y compris et peut-être surtout à l'extérieur de l'Ifri, accentuant ainsi le rayonnement international du Cerfa au-delà des cercles franco-allemands et européens¹⁶. En 2019, Barbara Kunz quitte le Cerfa pour poursuivre sa carrière d'abord à Hambourg, puis à Stockholm. Son départ en 2019 coïncide plus ou moins avec celui de Hans Stark à l'été 2020. Elle sera remplacée par Paul Maurice qui va travailler sous la direction d'Éric-André Martin, nommé secrétaire général du Cerfa en 2020.

Durant les dix dernières années du mandat de Hans Stark, le Cerfa a développé un axe supplémentaire, consacré pour l'essentiel aux débats et rencontres entre jeunes professionnels issus des milieux franco-allemands. Financé par la Fondation Bosch, et lancé et piloté par les équipes du *Frankreichprogramm* de la DGAP et du Cerfa, intitulé « Dialogue d'avenir franco-allemand », ce programme a réuni chaque année, entre 2008 et 2019, 20 jeunes cadres d'Allemagne et de France provenant de différentes disciplines. De jeunes cadres qui connaissent le pays partenaire de par leurs études ou leur métier et qui ont une très bonne maîtrise de la langue du voisin. Lors de trois séminaires, en France, en Allemagne et souvent dans un pays tiers (Italie, Espagne, Suède, Pologne, Maroc...) les participants ont débattu sur les défis politiques, économiques et sociaux actuels impactant la relation franco-allemande, tant au niveau européen qu'au niveau international, et réfléchi ensemble à des solutions innovantes. Ce programme, qui se poursuit encore aujourd'hui grâce à son réseau alumni Anciens du Dialogue d'avenir franco-allemand (ADAFa)¹⁷, a été piloté par les responsables du Cerfa et du *Frankreichprogramm* et deux assistantes de recherche, l'une au Cerfa et l'autre à la DGAP, véritables chevilles ouvrières de ce programme. C'est ainsi que le Cerfa a pu intégrer dans son équipe successivement Anne-Lise Barrière (2007-2008), Nele Wissmann¹⁸ (2008-2014) et Katja Borck (2015-2019) qui s'y sont consacrées « corps et âme ». L'arrêt de ce programme coïncide avec le départ du secrétariat général du Cerfa de Hans Stark, en 2020. Mais il reste proche de l'équipe en tant que conseiller des relations franco-allemandes à l'Ifri.

16. Dans le cadre des travaux du Cerfa réalisés durant cette période, mentionnons toutefois la parution de l'ouvrage dirigé par B. Kunz, S. Martens et H. Stark, *L'Allemagne sur la scène internationale. En quête de stabilité dans un monde qui change*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2017. Il fait suite à la publication de l'ouvrage dirigé par D. Herbet, H. Miard-Delacroix et H. Stark, *L'Allemagne entre rayonnement et retenue*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2016.

17. Plus d'informations sur : www.adafa.eu.

18. Parallèlement, Nele Wissmann s'est lancée dans des travaux de recherche qui ont notamment abouti à la publication de l'ouvrage dirigé par elle-même et H. Stark, *L'Allemagne change ! Risques et défis d'une mutation*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2015.

L'arrivée d'Éric-André Martin à la tête du Cerfa en 2020 correspond à un grand renouvellement de l'équipe. L'arrivée de Paul Maurice comme chercheur en mars 2020 est complétée en mars de la même année par une nouvelle chercheuse, Marie Krpata.

L'année 2020 est également une double rupture. Elle voit revenir un diplomate à la tête du Cerfa, non plus allemand, – comme le fut en son temps Günther Schütze – mais français en la personne d'Éric-André Martin. Celui-ci avait été consul-adjoint à Hambourg à la fin des années 1990 et le second diplomate d'échange affecté à l'*Auswärtiges Amt* auprès du ministre-adjoint chargé de l'Europe, le social-démocrate Günter Gloser (2005-2009)¹⁹. Ayant également servi au ministère des Finances et de la Relance en qualité d'adjoint au chef de service des biens à double usage de 2012 à 2018, Éric-André Martin a donné une orientation plus géo-économique au Cerfa, dans la lignée de l'agenda intellectuel de l'Ifri de 2020. L'année 2020 est également l'année du début de la pandémie de Covid-19 et des différents confinements qui ont été imposés à partir du mois de mars de la même année. Ces confinements ont donc conduit le Cerfa – comme l'ensemble de l'Ifri – à repenser le format de ses activités. De nombreuses rencontres en ligne ont pu être organisées permettant d'une part à la nouvelle équipe de prendre ses marques et de rencontrer les partenaires, et d'autre part d'organiser un grand nombre de manifestations malgré les restrictions. Si ces rencontres « virtuelles » se sont multipliées dans les années qui ont suivi la pandémie, elles ont été limitées par la suite, la rencontre « physique » et personnelle permettant des échanges plus approfondis et des interactions plus durables. La pandémie de Covid-19 fut également un moment de production de *Notes* sur la pandémie elle-même, moment sanitaire, mais aussi géopolitique fort. Le Cerfa a produit des notes sur le système de santé allemand²⁰, sur la politique économique allemande face à la crise de Covid-19²¹ et sur la question de la relation franco-allemande à l'aune de la crise sanitaire²².

Le deuxième semestre de l'année 2020 fut également un moment fort pour le Comité dans l'étude de la présidence allemande du Conseil de l'UE. Nommée « présidence coronavirus », elle fut chargée de mettre en œuvre le plan de relance européen franco-allemand du 18 mai 2020, devenu

19. À l'occasion du 40^e anniversaire du traité de l'Élysée, le 22 janvier 2003 la France a souligné sa volonté d'approfondir la coopération franco-allemande en désignant, dans chaque pays, un secrétaire général pour la coopération franco-allemande (SGCFA) en la personne des ministres délégués en charge de l'Europe. Ils sont assistés par un diplomate d'échange venu de l'autre pays et intégré dans leur cabinet. Voir P. Maurice entretien avec D. Böhme et L. Guy, « La coopération et l'échange diplomatiques entre la France et l'Allemagne », *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 244, avril-juin 2023, p. 40-43.

20. P. Hassenteufel, « Le système de santé allemand face à la crise du coronavirus », *Notes du Cerfa*, n° 156, Ifri, novembre 2020, disponible sur : www.ifri.org.

21. S. Parthie, « La politique économique allemande face à la crise du COVID-19. Comment l'Allemagne soutient son économie », *Notes du Cerfa*, n° 154, Ifri, octobre 2020, disponible sur : www.ifri.org.

22. P. Maurice, « Coronavirus : la solidarité franco-allemande à l'épreuve », *Éditoriaux de l'Ifri*, Ifri, 8 avril 2020, disponible sur : www.ifri.org.

européen en juillet 2020 avec « Next Generation EU ». Pensée comme une ouverture vers la présidence française du premier semestre 2022, cette présidence allemande a lancé les travaux de la « Boussole stratégique européenne » pour laquelle le Cerfa a été mobilisé comme d'autres *think tanks* et centres de recherche européens, et qui ont abouti lors du Sommet européen de Versailles des 10 et 11 mars 2022²³.

Le Cerfa a organisé des événements – en ligne étant donné la situation sanitaire – sur les enjeux de la présidence allemande du Conseil de l'UE, notamment sur la question de la transition énergétique (en coopération avec le Centre énergie et climat de l'Ifri) et sur les relations UE-Chine, en coopération avec le Centre Asie de l'Ifri. La préparation de cette présidence fut également l'occasion d'une nouvelle collaboration avec Claire Demesmay, alors à la DGAP et qui publia à cette occasion une *Note du Cerfa* sur les enjeux de la présidence allemande²⁴.

L'arrivée de Paul Maurice, historien, formé à l'Université Paris Sorbonne, à la Freie Universität de Berlin et à l'Université de la Sarre et ayant mené ses travaux de recherche sous la direction d'Hélène Miard-Delacroix²⁵, coïncide avec la préparation et le suivi des élections fédérales de septembre 2021. Il y avait un double enjeu : anticiper l'après-Merkel²⁶ et préparer la suite de la relation franco-allemande après la mise en place de la coalition « feu tricolore²⁷ ». Les travaux de Paul Maurice autour des questions de défense²⁸ prirent un tour nouveau avec le début de la guerre en Ukraine et la « *Zeitenwende* » allemande. Confrontée à des défis sécuritaires nouveaux, l'Allemagne, par la voix de son chancelier, dans un discours au Bundestag trois jours après l'invasion russe en Ukraine, annonçait le 27 février 2022 un fonds spécial de 100 milliards d'euros pour financer sa défense. Les débuts de la guerre en Ukraine furent également les débuts des difficultés de la coalition « feu tricolore » en Allemagne, notamment sur les questions énergétiques et la remise en cause de son modèle économique et industriel, qui ont été au cœur des travaux du Cerfa²⁹. Les travaux de Marie Krpata se concentrèrent quant à eux sur les aspects géo-économiques et industriels de la puissance allemande à

23. Disponible sur : www.elysee.fr.

24. C. Demesmay, « Capitaine dans la tempête : défis et enjeux de la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne », *Notes du Cerfa*, n° 153, Ifri, juin 2020, disponible sur : www.ifri.org.

25. H. Miard-Delacroix, professeure d'histoire et de civilisation de l'Allemagne contemporaine à Sorbonne Université, est par ailleurs membre du conseil de direction du Cerfa.

26. P. Maurice, « Allemagne/Union européenne, l'héritage ambigu d'Angela Merkel », *Politique étrangère*, vol. 86, n° 3, Ifri, automne 2021, p. 109-119.

27. P. Maurice, « Une Allemagne en mutation : le système des partis à l'épreuve des élections fédérales de 2021 », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 5 octobre 2021, disponible sur : www.ifri.org.

28. P. Maurice, « Un pacifisme à géométrie variable. Les partis allemands et la participation de la Bundeswehr à des opérations extérieures », *Notes du Cerfa*, n° 160, Ifri, avril 2021, disponible sur : www.ifri.org.

29. É.-A. Martin, « La fin d'une parenthèse heureuse. Comment la guerre d'Ukraine contraint l'Allemagne à repenser son modèle », *Notes du Cerfa*, n° 175, Ifri, septembre 2023, disponible sur : www.ifri.org.

l'échelle européenne, notamment sur l'automobile³⁰ et les infrastructures portuaires allemandes face à la Chine³¹. Dans ce cadre, les accords commerciaux, notamment avec le Mercosur, ont une place centrale³². Les ateliers sur le multilatéralisme, puis sur l'architecture de sécurité en Europe, menés par Marie Krpata et Éric-André Martin montrent la volonté d'inscrire les relations franco-allemandes dans un cadre plus large. C'est ainsi qu'en 2021-2022, le Cerfa a conduit un programme sur le multilatéralisme avec la Fondation Konrad Adenauer de Paris. Ce programme s'adressait à des jeunes professionnels des deux pays intéressés par les enjeux du multilatéralisme dans le contexte de leurs activités. Il a couvert une large gamme de thèmes relatifs au multilatéralisme, tel que le commerce international, la santé, les droits de l'homme et la migration, la non-prolifération et le désarmement.

Le départ de Paul Maurice en 2022 pour le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) à la Direction de l'Union européenne, comme chef de la Mission franco-allemande, puis chef de la Mission de l'Allemagne et de l'Europe alpine et adriatique a conduit à l'arrivée d'une nouvelle chercheuse au Cerfa. Arrivée en mars 2023, Jeanette Süß qui avait auparavant travaillé pour la Fondation Friedrich Naumann à Bruxelles, s'est interrogée dans ses travaux sur des ambitions phares de la politique intérieure et étrangère allemande qui avaient été inscrites dans le contrat de la coalition « feu tricolore » de novembre 2021 : la question migratoire³³ et la diplomatie climatique³⁴.

Depuis 2020, le Cerfa poursuit ses partenariats avec les grands acteurs des relations franco-allemandes, qu'il s'agisse des bureaux des fondations politiques présentes à Paris ou de leur centrale à Berlin ou à Munich (Fondation Konrad Adenauer, Fondation Friedrich Ebert, Fondation Heinrich Böll, Fondation Hanns Seidel), des institutions allemandes à Paris (Institut Goethe, Maison Heinrich Heine, Institut historique allemand) ou enfin les grands *think tanks* allemands situés en Allemagne (DGAP, SWP, mais aussi Institut franco-allemand de Ludwigsburg ou Fondation Genshagen)³⁵. En effet, depuis 2022, le Cerfa

30. M. Krpata, « L'automobile, talon d'Achille de l'industrie allemande ? », *Études de l'Ifri*, Ifri, mars 2021, disponible sur : www.ifri.org.

31. M. Krpata, « Les ports allemands face à la Chine. Comment concilier ouverture, résilience et sécurité ? », *Études de l'Ifri*, Ifri, avril 2024, disponible sur : www.ifri.org.

32. M. Krpata et A. H. Palermo, « L'accord UE-Mercosur : un trilemme insoluble ? Entre règles de la concurrence, ambitions normatives et diversification des approvisionnements », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 3 octobre 2023, disponible sur : www.ifri.org.

33. J. Süß, « Entre inertie et ouverture. L'Allemagne réforme son système d'immigration de travail », *Notes du Cerfa*, n° 174, Ifri, juillet 2023, disponible sur : www.ifri.org.

34. J. Süß, « La diplomatie climatique allemande. La recherche d'un équilibre entre développement durable et sécurité énergétique », *Études de l'Ifri*, Ifri, mars 2024, disponible sur : www.ifri.org.

35. Siègent actuellement au Conseil de direction du Cerfa, Eileen Keller pour le DFI, Jacob Ross pour la DGPA et Martin Koopmann pour la Fondation Genshagen.

est partenaire du Forum franco-allemand de Genshagen qui se tient tous les ans depuis une dizaine d'années.

Le retour de Paul Maurice, nommé Secrétaire général du Cerfa en septembre 2024, coïncide avec une étape importante des relations franco-allemandes. Des difficultés existent entre les deux pays depuis la mise en place de la coalition « feu tricolore » en 2021, notamment sur les questions énergétiques et de défense. À ces difficultés s'est ajoutée l'instabilité gouvernementale en France et en Allemagne durant l'année 2024. Certes, le 70^e anniversaire du traité de l'Élysée et le Conseil des ministres franco-allemand du 22 janvier 2023, ainsi que la visite d'État du président de la République Emmanuel Macron en mai 2024 ont été des moments forts de la relation franco-allemande, mais cette relation apparaît depuis quelque temps comme une relation morose, que certains estiment dépassée. Il est vrai que les crises politiques en France et en Allemagne s'ajoutent à cette crise de *leadership* à un moment où l'Europe aurait besoin d'un « sursaut » face aux défis géopolitiques internes et externes qui la guettent.

Pour jouer à la fois son rôle de Comité d'études mais également de médiateur entre les deux pays, le Cerfa doit renforcer les liens avec les deux ministères des Affaires étrangères, le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du MEAE et la sous-direction « France » à la direction Europe de l'*Auswärtiges Amt*, mais également avec la Mission de l'Allemagne et de l'Europe alpine et adriatique du Ministère de la direction de l'Union européenne du MEAE et le *Planungsstab* de l'*Auswärtiges Amt*. Il doit être une enceinte de discussion pour les diplomates, les parlementaires et les membres des deux gouvernements qui s'occupent de tous les aspects de la relation entre la France et l'Allemagne. Par ailleurs, le Cerfa doit rester ce qu'il a été depuis ses origines : un lieu de rencontre et de discussion entre les chercheurs français et allemands. Le Cerfa doit enfin renforcer les liens avec les entreprises, qui sont les premières concernées par les relations économiques entre la France et l'Allemagne. En effet, dans ce domaine également les attentes restent très fortes, comme le montre la mobilisation des milieux d'affaire lors des rencontres économiques franco-allemandes d'Evian. Et c'est sur les sujets pourtant sensibles de la compétitivité européenne et de l'investissement dans les secteurs clés de souveraineté industrielle et technologique, comme l'Intelligence artificielle, que la France et l'Allemagne ont convergé durant ces derniers mois et doivent continuer à le faire³⁶.

La relation entre la France et l'Allemagne connaît actuellement une crise. Mais si la crise est réelle, sans pour autant être insurmontable, c'est peut-être parce que nous sommes à un moment historique de cette relation.

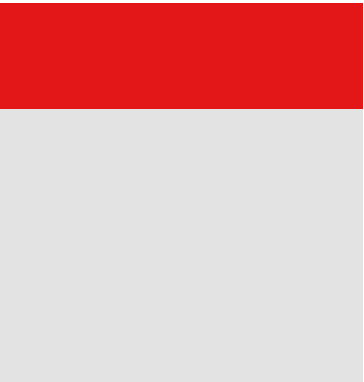
36. J. Nagel et F. Villeroy de Galhau, « Pour faire avancer l'Europe, le dialogue franco-allemand est plus nécessaire que jamais », *Le Monde*, 22 novembre 2024, disponible sur : www.lemonde.fr.

Si l'on devait résumer son histoire à grands traits, il y aurait depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale deux grandes phases : la réconciliation et la relation franco-allemande au service de la construction européenne. Nous sommes peut-être aujourd'hui à l'aube d'une troisième phase qui s'est ouverte avec le début de la guerre en Ukraine le 24 février 2022 et qui reste à écrire. Il y a 70 ans, en décembre 1954, le Cerfa, en prise avec l'actualité, avait tenu sa première conférence : « Les relations franco-allemandes dans le cadre de l'organisation du traité de Bruxelles³⁷ ». Le défi principal auquel était confrontée la relation franco-allemande était celui qui nous occupe encore aujourd'hui : celui de la paix et de la sécurité sur le continent européen. Et, dans ce débat, le Cerfa avait apporté ses analyses et son expertise, comme il va continuer à le faire.

37. Le traité de Bruxelles signé en 1948 entre la France, le Royaume-Uni et les pays du Bénélux, donne naissance à l'Union occidentale. Par les accords de Paris du 23 octobre 1954, il est révisé et donne naissance à l'Union de l'Europe occidentale (UEO) élargie à l'Allemagne, permettant son réarmement. Voir V. B. Confalonieri, « L'UEO et l'unification européenne », *Politique étrangère*, vol. 24, n° 6, 1959, p. 605-611.

Les dernières publications du Cerfa

- ▶ P. Maurice, [Trente-cinq ans après la chute du mur de Berlin : à l'Est quoi de nouveau ?](#), *Briefing de l'Ifri*, novembre 2024
- ▶ J. Süß, [Les élections régionales en Thuringe, en Saxe et en Brandebourg. Raz-de-marée pour les extrêmes ?](#), *Briefing de l'Ifri*, septembre 2024
- ▶ M. Krpata, A-H. Palermo Kuss, S. G. Iglesias, [Entre "autonomie stratégique" et "changement d'époque". L'importance économique et stratégique des relations commerciales entre l'UE et le Mercosur](#), *Notes du Cerfa*, n° 179, septembre 2024 (disponible en allemand et français)
- ▶ T. Holzhauser, [Ni à gauche ni à droite, mais les deux à la fois ? L'Alliance Sahra Wagenknecht \(BSW\) au lendemain des élections européennes](#), *Notes du Cerfa*, n° 178, juillet 2024 (disponible en allemand et français)
- ▶ E. Keller, M. Krpata, J. Süß, [Élections européennes 2024. Entre repli nationaliste et ouverture, quel sera le choix des Allemands et des Français dans un contexte polarisé en Europe ?](#), *Visions franco-allemandes*, n° 36, juin 2024 (disponible en allemand et français)
- ▶ M. Krpata, [Les ports allemands face à la Chine. Comment concilier ouverture, résilience et sécurité ?](#), *Études de l'Ifri*, avril 2024 (disponible en français et anglais)
- ▶ J. Süß, [La diplomatie climatique allemande. La recherche d'un équilibre entre développement durable et sécurité énergétique](#), *Études de l'Ifri*, mars 2024 (disponible en français et anglais)
- ▶ H. Miard-Delacroix, [Hommage à Alfred Grosser \(1er février 1925-7 février 2024\)](#), *Éditoriaux de l'Ifri*, janvier 2024
- ▶ Florian Staudt, ["Jusqu'ici, tout va bien" ? Analyse croisée des cultures contestataires en France et en Allemagne](#), *Études de l'Ifri*, janvier 2024 (disponible en allemand et français)



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org